



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Taxes foncières pour 2024
votées et perçues par la commune de
MAGNILS-REIGNIERS(LES)
les collectivités territoriales et divers organismes

AVIS_TF_RG

La notice de cet
avis est disponible
en [cliquant ici](#) ou
sur [impots.gouv.fr](#)

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP SABLES D'OLONNE
155 RUE SIMONE VEIL CS 90373
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX

AVIS D'IMPÔTS LOCAUX

Vos références

Numéro fiscal (C) : 18 75 630 883 273
Référence de l'avis : 24 85 4208641 91
Contrat de prélèvement : M3 85 0050131 50
Référence unique de mandat :
FR46ZZZ005002M385005013150

Numéro de propriétaire : 131 T00149 Z

Département d'imposition : 850
VENDEE

Commune d'imposition : 131
MAGNILS-REIGNIERS(LES)

Numéro de rôle : 221

Date d'établissement : 05/09/2024

Date de mise en recouvrement : 31/08/2024

Identifiant service : 85035

Vos contacts

Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier ou professionnel sur
[impots.gouv.fr](#)

Par téléphone
- pour toutes questions sur le prélèvement à
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel :
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h
- pour toute autre question, votre centre des
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

Sur place
auprès de votre centre des finances publiques
horaires sur [impots.gouv.fr](#), rubrique Contact et RDV

- **pour le paiement de votre impôt :**
SIP SABLES D'OLONNE
155 RUE SIMONE VEIL CS 90373
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX
Tél : 0251217699
- **pour le montant de votre impôt :**
CDIF LES SABLES D'OLONNE
SECT. FONC 1ER SECTEUR
155 RUE SIMONE VEIL
CS 90373
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX
Tél : 02 51 21 76 66

* (service gratuit + coût de l'appel)

TOUTEAU ANNIE
35 RUE DE LUCON
85400 LES MAGNILS REIGNIERS

Somme à prélever

292,00 €

Montant de vos taxes foncières 1220,00 €

Acomptes mensuels déjà versés - 928,00 €

Cette somme sera prélevée selon cet échéancier, qui se substitue
à la date limite de paiement fixée au 15/10/2024 :

16 septembre 2024	116,00 €	15 novembre 2024	60,00 €
15 octobre 2024	116,00 €		

Compte bancaire : FR76 1470 6001 467X XXXX XXX1 094

Identifiant de la banque : AGRIFRPP847

Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Avis d'échéances 2025

Sauf modifications qui vous seront signalées, vos prélèvements mensuels
seront effectués selon cet échéancier :

15 janvier 2025	122,00 €	16 juin 2025	122,00 €
17 février 2025	122,00 €	15 juillet 2025	122,00 €
17 mars 2025	122,00 €	18 août 2025	122,00 €
15 avril 2025	122,00 €	15 septembre 2025	122,00 €
15 mai 2025	122,00 €	15 octobre 2025	122,00 €

Les taxes foncières étant affectées aux collectivités territoriales, leurs taux ainsi que leurs évolutions sont
déterminés par leurs organes délibérants.

Les progressions de ces taux sont les suivantes pour 2024 :

- le taux communal passe de 33,19 % à 33,52 %

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Numéro	Droit	Désignation et adresse
337Q7	PROPRIETAIRE	TOUTEAU ANNIE SOLANGE EVELINE GABRIELL E

Taxes foncières 2024		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2023	33,19 %	%	2,00 %	0,114 %	14,47 %	1,23 %		
	Taux 2024	33,52 %	%	2,00 %	0,136 %	14,47 %	1,26 %		
	Adresse	35 RUE DE LUJON							
	Base	2274		2274	2274	2274	2274		
	Cotisation	762		45	3	329	29	1168	
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
Cotisation 2023	726		44	2	316	27			
Cotisation 2024	762		45	3	329	29	1168		
Variation	+4,96 %	%	+2,27 %	+50,00 %	+4,11 %	+7,41 %			
		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2023	38,52 %	%	1,93 %	29,10 %	0,253 %	9,08 %	3,09 %	
	Taux 2024	38,91 %	%	1,93 %	29,10 %	0,289 %	9,32 %	2,82 %	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles	2		2			3	2	
	Cotisation 2023	1							
	Cotisation 2024	1		0			0	0	1
	Variation	0 %	%	%	%	%	%	%	
	Dégrevement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité				3		Droit fixe :		
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'un versement complémentaire de taxe foncière de 37021 €. Pour plus d'informations, consultez la notice. La base communale des terres agricoles exonérée est de 1 €.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale		51	
						Dégrevement Habitation principale			
						Dégrevement JA État			
						Dégrevement JA Collectivité			
Références administratives : 850 21 111 035 131 131 B E						Montant de votre impôt		1220	

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2025.

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques » la DGFIP ». Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Valenciennes 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Les destinataires de ces données sont les agents habilités de la DGFIP, dans le cadre de leurs attributions et conformément au besoin d'en connaître, les personnes et autres tiers auxquels la loi donne qualité pour en connaître dont notamment les organismes visés par l'article L 135 B du livre des procédures fiscales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants : droit d'accès, droit de rectification des données vous concernant, droit à la limitation du traitement ainsi que le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles hors obligation légale imposant à la DGFIP de traiter lesdites données ou dérogation réglementaire. Pour exercer ces droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante: donnees-personnelles-mes-droits@dgif.finances.gouv.fr. Pour toutes les questions autres que celles